DECLARATION DE LA CONFERENCE DE PARIS SUR LA PAIX EN ETHIOPIE

La Conférence sur la Paix en Ethiopie qui s'est tenue du 11 au 13 mars 1993 à Paris a été organisée par le Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD) et par la Fondation pour le Progrès de l'Homme (FPH). Le Parti au pouvoir, le FRDPE ainsi que huit des principaux partis de l'opposition étaient invités à y participer. Il est à regretter que le FRDPE déclina l'invitation. L'Organisation de Tous les Peuples Amhara (AAPO) une des forces de l'opposition invitée n'a pas pu assister à la conférence suite au refus du FRDPE d'accorder des visas de sortie à ses délégués. Les sept autres partis d'opposition qui ont participé à la conférence étaient : la Coalition des Forces Démocratiques Ethiopiennes (COEDF), le Parti Démocratique Medhin d'Ethiopie (MEHDIN), le Parti du Congrès Multinational d'Ethiopie (MNCPE), la Coalition Démocratique des Peuples du Sud d'Ethiopie (SEPDC), le Front de Libération Oromo (OLF) et le Parti Tigray-Tigrigny d'Ethiopie (TTE). Les délégués ont analysé de manière approfondie et exhaustive la situation critique du pays et ont pris l'engagement de créer un mécanisme apte à faire cesser les conflits en cours et parvenir à un processus de transition vers une paix acceptable par tous les peuples d'Ethiopie.

De manière unanime, la conférence a fait les constats suivants.

1. Sur les Droits de l'Homme :

Le processus de transition a été marqué par des violations flagrantes des droits de l'homme. Tous les secteurs de la société - individus, groupes, communautés minoritaires - ont été la cible de persécutions. Les partisans et les membres d'autres partis politiques, y compris ceux qui ont participé aux accords de transition, ont été soumis à des harcèlements, intimidations et arrestations arbitraires. De nombreux massacres ont été commis, le dernier en date étant la fusillade des étudiants de l'Université d'Addis Abeba dont le seul crime fut d'organiser une manifestation pacifique ayant comme objectif la remise d'une pétition au Secrétaire Général des Nations Unies qui se trouvait alors en visite dans la capitale éthiopienne.

2. Sur le processus de démocratisation :

Un certain nombre de décisions politiques prises par le FRDPE concernant l'interdiction de participer au processus politique de plusieurs groupes politiques importants, les restrictions imposées sur les libertés d'organisation et de réunion et la négation du droit pour l'opposition, de pouvoir s'organiser et fonctionner légalement, ont paralysé le processus de démocratisation.

3. Sur les élections régionales de juin 1992 :

Les élections régionales de juin 1992 ont été entachées de graves irrégularités : harcèlement et intimidation des électeurs, exclusion et/ou retrait d'un certain nombre de partis très importants de l'opposition, y compris quelques-uns qui faisaient partie du gouvernement de transition, fraudes manifestes, trucages des résultats et assassinat des candidats de l'opposition. Par conséquent, la conférence rejette de façon catégorique les résultats des élections régionales de juin 1992.

4. Sur la question du maintien de l'ordre et de la défense nationale :

Le fait que l'aile militaire du FRDPE se soit érigée en force armée et police nationale a permis à cette organisation de promouvoir ses intérêts partisans en s'appuyant sur l'appareil coercitif de l'Etat.

5. Sur l'escalade des conflits armés :

Le FRDPE a eu de plus en plus recours à des solutions militaires pour écraser les dissidents et imposer sa volonté. Il a lancé d'importantes opérations militaires, massacré des civils innocents et brûlé des villages dans divers endroits du pays.

6. Sur la question de l'auto-détermination et du prochain référendum érythréen :

La conférence a réaffirmé le droit des peuples à l'auto-détermination en accord avec la Déclaration de 1948 des Nations Unies sur les Droits de l'Homme.

En Ethiopie, divers régimes qui n'avaient pas de base populaire ont souvent outrepassé et abusé de leur pouvoir et ont fait peser sur les générations suivantes

des engagements contraignants. Le régime actuel dont l'assise est faible et qui n'est arrivé au pouvoir que par la simple force des armes n'a aucun respect des lois. Ses décisions ne sont pas de nature à engager les peuples d'Ethiopie. Le déclenchement du processus d'un référendum d'auto-détermination des peuples d'Erythrée d'une part et la nécessité d'avoir le soutien du gouvernement éthiopien pour légitimer ce processus d'autre part font que, dans les circonstances actuelles, le référendum soit source de controverses. A l'heure actuelle, il n'y a pas en Ethiopie de gouvernement légitime disposant d'un mandat populaire pour engager les peuples d'Ethiopie.

Tout futur gouvernement qui remplirait ces conditions de représentativité peut donc se réserver le droit de prendre une autre position. Du fait de la situation instable en Ethiopie, on peut se poser la question de savoir si tous les protagonistes concernés par ce référendum auraient une participation libre et démocratique. Par conséquent, toutes les parties concernées y compris les Nations Unies devraient être conscientes de cette controverse légale.

Considérant que la processus de transition commencé en juillet 1991 n'a pas, dans son ensemble, réussi à faire progresser la cause de la paix ni la mise en place d'un processus de démocratisation véritable, la conférence de Paris sur la paix en Ethiopie a pris les résolutions suivantes.

1. Qu'une conférence nationale sur la paix et la réconciliation en Ethiopie, associant toutes les forces représentatives de la société, soit convoquée dans les plus brefs délais.
2. Comme la participation du FRDPE est essentielle pour assurer le succès de la conférence sur la paix et la réconciliation, les participants à la conférence de Paris l'exhortent à y participer.
3. Qu'un comité de coordination pour la paix et la réconciliation soit créé pour assurer la tenue de cette conférence, ainsi que le soutien des peuples d'Ethiopie et de la Communauté internationale.
4. Faire appel à tous les peuples d'Ethiopie et à toutes les forces politiques du pays pour qu'ils apportent leur soutien aux propositions de cette conférence et qu'ils jouent un rôle actif pour une paix durable et la réconciliation.

5. Parallèlement, la conférence fait appel à tous les amis du peuple éthiopien et à la communauté internationale dans son ensemble pour qu'ils soutiennent notre effort, visant la réconciliation nationale, une paix durable et une démocratisation véritable de notre pays.

En dernier lieu, les participants de la conférence ont exprimé à l'unanimité leur remerciement et leur sincère reconnaissance envers le CCFD et la FPH ainsi qu'aux membres et au personnel de GRAPECA pour l'intérêt qu'ils ont montré pour le sort du peuple éthiopien et de nous avoir permis de tenir cette conférence.

En outre, la conférence exprime ses remerciements pour les messages de soutien qu'elle a reçus lors de cette conférence de Paris sur la paix en Ethiopie, provenant des personnalités suivantes :

1. Le Président du Parlement Européen.
2. La Vice-Présidente du Parlement Européen.
3. Le Président de la Commission des Droits de l'Homme du Parlement Européen.
4. Le Président de la Commission pour le Développement et la Coopération du Parlement Européen.
5. Les co-Présidents du Groupe des Verts au Parlement Européen.

Texte adopté le 13 mars 1993.